



# An - nasr

Vendredi N°233 du 16 mai 2008

Lorsque vient le secours d'Allah ainsi que la victoire, célèbre les louanges de ton Seigneur et implore son pardon

Une fois de plus, les derniers développements de la crise politico constitutionnelle libanaise ont donné lieu à une campagne d'intoxication médiatique des plus grossières. Le Hezbollah serait coupable d'un « coup de force » contre les institutions « démocratiques » de l'État libanais. Au-delà de l'interprétation tendancieuse de ce qui reste un développement déplorable d'une crise

politico constitutionnelle complexe qu'on ne peut com-

prendre et résoudre sans la replacer dans un cadre géopolitique régional en butte à des interventions étrangères, américaines en premier lieu, les véritables enjeux stratégiques sont occultés par les médias occidentaux.

De quoi s'agit-il en dernière analyse ? Si on prenait la peine de reprendre le fil des événements depuis le début, on s'apercevrait aisément que le véritable « coup de force » provient de cette même « majorité » gouvernementale qui crie aujourd'hui au « coup de force » du Hezbollah !

En effet, la double décision gouvernementale de mettre fin à la mission d'un responsable sécuritaire proche du Hezbollah en poste à l'aéroport international de Beyrouth et la mise hors la loi d'un réseau de télécommunications de 100 000 lignes appartenant au même Hezbollah, outre qu'elle souffre d'un vice de forme puisqu'elle touche à une question sécuritaire nationale qui devrait réunir le consen-

sus inter-

## Crise libanaise et intoxication médiatique

communautaire, apparaît comme une action préventive et délibérée en vue d'atteindre un double objectif tactique d'une gravité avérée si on l'analysait du point de la sécurité nationale libanaise : d'une part, le limogeage du responsable proche du Hezbollah vise directement à faire de l'aéroport de Beyrouth une plate-forme ouverte aux agissements des services de sécurité américains (et donc israéliens). D'autre part, la neutralisation du réseau de télécommunications du Hezbollah vise à priver ce dernier d'une capacité de communication autonome, déterminante en cas de

de conflit avec Israël. De la même manière qu'il a surpris les agresseurs israéliens par sa capacité de résistance opérationnelle sur le terrain, durant l'été 2006, le Hezbollah a, cette fois-ci, surpris ses adversaires internes et externes, par sa capacité de réaction rapide, montrant que la meilleure défense peut être l'attaque. Dans le contexte présent, il s'agit plus d'une contre-attaque. Il ne faut pas s'y tromper et il ne sert à rien dans ce cas de se cacher derrière les arguments fallacieux du formalisme juridique pour juger de la nature de la contre-attaque du Hezbollah.

Ce que les médias occidentaux et certains médias arabes oublient de rappeler, c'est que la « souveraineté » de l'Etat libanais dont ils se servent comme un cache-sexe est avant tout mise à mal par l'interventionnisme américain et européen dans les affaires intérieures du Liban.

En effet, on ne peut comprendre la nature des derniers développements de la crise libanaise sans comprendre au préalable les enjeux véritables de la crise politico constitutionnelle que d'aucuns voudraient instrumentaliser pour en faire l'anti-chambre d'une nouvelle guerre civile. La crise libanaise n'est pas une crise entre communautés même s'il existe des forces politiques qui cherchent à prendre en otage telle ou telle communauté pour en faire une chair à canon dans un conflit contraire aux intérêts supérieurs du Liban et de la région.

La crise libanaise est avant tout une crise politique. Dans le système constitutionnel

libanais, le fait même que des ministres chiïtes et un ministre représentant la communauté chrétienne orthodoxe quittent le gouvernement remet gravement en question le consensus intercommunautaire indispensable dans le traitement de toute question engageant le destin national.

Dans ces circonstances, continuer à parler de « majorité » gouvernementale et de légitimité constitutionnelle comme le font les médias occidentaux relève tout simplement d'une manipulation grotesque digne des services d'action psychologique des armées coloniales ! Le blocage politico constitutionnel entourant l'élection d'un président de la république ne peut s'expliquer en dehors de ce contexte. Les Américains, et leurs alliés israéliens et européens, savent qu'au fond toute solution constitutionnelle consensuelle risque de faire revenir le Liban dans le camp de la résistance régionale au nouveau plan impérial que l'oncle Sam cherche à imposer dans la région.

Or, la mise en œuvre de cette « pax americana » doit passer nécessairement par la neutralisation de la Syrie de l'Iran et de leurs alliés, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Les raisons sociologiques, démographiques et politiques qui expliquent l'équation politique libanaise sont nombreuses mais il n'y a aucun doute que l'ouverture démocratique relative qui caractérise ce pays depuis sa naissance y est pour beaucoup. A cet égard, on peut légitimement émettre l'hypothèse que si dans les autres pays arabes, une ouverture

démocratique véritable sonnerait le glas de la politique de compromission anti-nationale dans laquelle se complaisent les régimes compradores qui ne doivent leur survi qu'à leur soumission au nouvel ordre international !

Le fait de rappeler ce cadre général, sans la prise en compte duquel on ne peut comprendre les derniers développements de la crise libanaise, ne nous interdit pas de considérer les autres aspects qui contribuent à envenimer le conflit et qui risquent d'être instrumentalisés par les Américains et leurs alliés.

Dans sa recherche légitime à s'assurer une ceinture de sécurité régionale contre les menaces réelles que font peser sur lui Américains et israéliens, l'Iran n'est pas à l'abri de quelques velléités hégémoniques que ses adversaires ont vite fait de grossir auprès de ses voisins arabes en vue de justifier les fabuleux contrats d'armement qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars et le protectorat de fait qu'ils leur ont imposé depuis la première guerre d'agression contre l'Irak de 1991. Par ailleurs, malgré tous les efforts de communication déployés en vue de faire passer son message de résistance nationale, le Hezbollah continue à donner l'apparence d'un mouvement avant tout chiïte, lié à l'Iran et auquel on attribue, à tort ou à raison, une volonté politique hégémonique dans l'espace public libanais.

Mais quelle que soit la teneur de ces éléments géopolitiques, où il est difficile

parfois de faire la part des choses entre l'intox et la réalité, l'attitude des pays arabes hostiles au Hezbollah, à savoir l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie, est injustifiable. A supposer que leurs craintes vis-à-vis de l'Iran soit justifiée, comment pourraient-ils justifier auprès de l'opinion publique arabe et musulmane que cette crainte est plus forte que la crainte, bien réelle celle-là, que devrait leur inspirer la politique de recolonisation que les USA sont en train de pratiquer dans la région depuis plus d'une décennie ?

Comment pourraient-ils justifier auprès de leur opinion publique leur soi-disant crainte du programme nucléaire au moment où Israël ne cache pas son statut de seule puissance nucléaire dans la région ? Si hégémonisme iranien il y a, il ne pourrait être efficacement contrecarré que par une attitude diplomatique juste qui passe par le soutien à l'Iran contre les menaces américaine et israélienne qui le visent directement et par le soutien au peuple palestinien dans son combat en vue de recouvrer sa terre spoliée et sa dignité bafouée.

De la même façon, au Liban, les dirigeants politiques qui prennent aujourd'hui en otages leurs communautés (chrétienne maronite et musulmane sunnite) en cherchant à les entraîner dans un conflit confessionnel, loin de la nature géopolitique véritable du conflit, commettent une erreur stratégique monumentale. En croyant se servir du parapluie européen et américain pour venir à bout du supposé hégémonisme du

Hezbollah, la famille Hariri trahit et le Liban et la communauté sunnite.

En effet, en cherchant à faire de la communauté sunnite la chair à canon dans un possible conflit confessionnel contraire à la paix civile libanaise et en se rangeant de fait dans la camp américain (et donc israélien), les dirigeants communautaires qui prétendent défendre les intérêts de la communauté sunnite contribuent à isoler cette communauté de son milieu géopolitique naturel représenté par l'opinion publique arabe qui est à la fois majoritairement sunnite et majoritairement contre la « pax americana », contre l'arrogance israélienne et pour la libération de la Palestine !

Moralement, il est indéfendable de comploter contre le Hezbollah qui représente la seule force qui a libéré le sud du pays de l'occupation israélienne, qui a résisté magnifiquement à l'agression israélienne de l'été 2006 et qui a de fait sauvé l'honneur arabe dans une bataille pourtant largement disproportionnée. Mais même tactiquement, ce n'est pas en s'alliant aux Américains que les dirigeants sunnites arriveraient à se défaire d'une supposée hégémonie politique du Hezbollah.

C'est dans la résistance commune aux tentatives d'instrumentalisation du Liban dans le jeu impérial américain et aux tentatives de rallumer le feu de la guerre civile que les différents protagonistes de la scène libanaise trouveront la force d'éviter le pire et de reconstruire un pacte national digne d'une histoire qui fait la fierté de tous les Libanais !

A cet égard, l'attitude politiquement courageuse du courant chrétien patriotique mené par le général Michel Aoun devrait être méditée par les dirigeants sunnites et druzes. On peut émettre des réserves sérieuses et légitimes sur le rôle de la Syrie et de l'Iran au Liban tout en faisant le choix de la résistance, du consensus intercommunautaire et d'une alliance stratégique mais critique avec les États qui s'opposent présentement à la « pax americana ».

En gelant la double décision gouvernementale qui a provoqué la réaction du Hezbollah et en restant sourde aux appels belliqueux du premier ministre libanais, l'armée libanaise a fait le juste choix, évitant ainsi une escalade préjudiciable à la paix civile libanaise. Le Hezbollah l'a bien compris en acceptant de retirer ses miliciens des rues de Beyrouth. Nul doute que l'armée libanaise sera dans les prochains jours et les prochaines semaines la cible des Américains et des Israéliens.

En montrant qu'elle est prête à toute épreuve de force visant à la neutraliser et en continuant son mouvement de désobéissance civile et pacifique en vue de trouver une solution consensuelle à une crise politico constitutionnelle qui aurait pu être réglée depuis bien longtemps sans l'intervention américaine, l'opposition libanaise, et le Hezbollah en particulier, mérite le soutien de toutes les forces sociales et politiques qui résistent aux manœuvres tentaculaires de l'empire américain dans la région et partout dans le monde.

**Mohamed Tahar Bensaada**